

Val-d'Oise : les habitants se mobilisent pour sauver les arbres

Plusieurs collectifs citoyens ont vu le jour ces derniers mois. Ils nous expliquent leur démarche.



Eaubonne, dimanche 16 juin. Les collectifs multiplient les actions sur le terrain. Ici, une chaîne humaine pour protester contre l'abattage des arbres du collège Jules-Ferry. LP/Antoine Guitteny

Par Marie Bossard Le 15 septembre 2019 à 19h31

La conscience écologique s'empare-t-elle des citoyens ? Une dizaine de collectifs citoyens contre l'abattage des arbres ont fleuri dans le Val-d'Oise depuis quelques mois, notamment dans les villes d'Eaubonne, Taverny, Argenteuil et Sannois. Actifs sur le terrain et sur les réseaux sociaux comme Facebook, ils prônent un mouvement citoyen afin de lutter contre des politiques qu'ils jugent encore trop loin de la mouvance écologique.

Un mouvement nécessaire pour Dominique Tanvet, vice-président de l'association aidbP, qui se bat depuis 2016 pour empêcher la coupe des arbres sur la [butte du Parisis](#), à Cormeilles-en-Parisis, Franconville, Montigny-lès-Cormeilles et Taverny. « On n'a pas le choix, on préserve le bien commun, souffle le militant. Dans notre coin on a essayé de défendre, on a un peu suspendu le massacre ».

Un manque de préoccupation écologique

« Il faut arrêter de mettre les gens devant le fait accompli », explique de son côté [Virginie Sohier](#), fondatrice d'un collectif qui s'est battue contre l'abattage d'arbres dans le collège Jules-Ferry, à Eaubonne, à l'occasion de la reconstruction de l'établissement. Une quinzaine d'arbres [ont finalement été abattus le 9 juillet](#). La bénévole souligne le manque de préoccupation écologique de la mairie : « On ne peut plus mépriser la nature, Le patrimoine disparaît alors qu'on aurait pu faire autrement ».

Même si le maire de la commune a organisé une réunion publique le 14 mai, afin de leur donner la parole, la fondatrice du mouvement dénonce un « mépris des citoyens ». « On n'est ni entendu, ni écouté. Ils sont passés

en force ». Et à l'approche des élections municipales qui se dérouleront le 15 mars 2020, le collectif de Virginie Sohier compte bien rester apolitique : « L'opposition s'est approchée mais je reste loin. Ils ne se sont pas mobilisés avant ».

Grégoire Dublineau, maire d'Eaubonne (LR), confirme le manque de communication entre les deux partis mais précise que les travaux relèvent d'une « décision du conseil départemental ».

Un avis partagé par Sandrine et Valérie, à la tête de la page Facebook « Arbres collectifs Espaces Verts » de Sannois, militent à la fois contre [l'abattage des arbres](#) dans le projet de la RD14 et l'abattage de 8 arbres dans l'école Pasteur. « Nous, notre cause ce sont les arbres, l'urgence c'est le climat, on souhaite rester hors politique », prévient Valérie, qui met en avant la notion de collectif est centrale : « J'ai très vite compris que seule je n'étais rien ».

Newsletter Val-d'Oise

Chaque matin, l'actualité de votre département vue par Le Parisien

Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. [En savoir plus](#)

Et cette âme citoyenne est nécessaire selon les jeunes femmes. « Je pense que les collectifs citoyens peuvent changer les choses. La base c'est la ville, si les choses doivent bouger, ça doit venir d'ici, précise Sandrine. Personnellement j'espère qu'on sera le grain de sable dans la machine ».

Un discours qui semble entendu par le maire (LR) de la commune, Bernard Jamet. « À l'époque du projet de la RD14, le collectif n'existait pas, précise-t-il. Mais maintenant je travaillerai avec eux. Ils sont d'ailleurs en contact avec mon ingénieur espace verts ».

Un combat qui se politise

« Pour les politiques, le progrès c'est de construire, mais pour faire venir de nouveaux habitants il faut une certaine qualité de vie », dénonce Philippe, fondateur d' [u collectif pour la défense du Jardin de la Croix-Rouge](#) à Argenteuil, qui se bat contre un projet immobilier. Ayant lui-même une formation en urbanisme, il n'a pas l'impression d'être entendu par le maire et n'exclut pas un rapprochement avec l'opposition : « J'ai été approché par de nombreux opposants, j'ai confiance dans les gens. On demande que notre combat soit entendu ».

David Di Filippo, vice-président de l'association [ARBC](#), à Eaubonne, estime que les maires « ont la clé ». « Nous sommes un groupe apolitique, mais depuis qu'on a pris de l'ampleur et avec l'approche des élections on est beaucoup en contact avec l'opposition », indique-t-il. L'association se bat depuis 2018 pour protéger 6 500 m² de terrain, sur lequel la mairie souhaite construire un gros groupe scolaire. ARBC refuse « ce bloc de béton » et aimerait une école écologique.

L'association n'a plus de contact avec la mairie : « On ne nous écoute pas, précise-t-il, lorsqu'on fait faire le tour aux opposants politiques, ils nous disent que les citoyens ont raison ». Pour éviter que son projet soit repris à des fins politiques, David souhaite des engagements écrits dès le début de la campagne.

« Nous ne sommes en conflit avec personne, tempère le maire (LR), Grégoire Dublineau. On cherche juste des solutions. On a réfléchi à la végétalisation, l'utilisation de géothermique, c'était déjà prévu ».

À Taverny, le collectif [Défi-Citoyen](#) a été initié par Sylvie Boulanger, membre de La France Insoumise. Le collectif réfléchit à son implication dans les élections municipales. Présenter sa propre liste ou se rapprocher des autres listes? Rien n'est acté pour le moment. « On a la possibilité de présenter un programme cohérent, précise Sylvie Boulanger. On peut avoir une mutation écologique à l'échelle d'une ville ». Le groupe n'a plus de contact avec la mairie. « C'est impossible de discuter », tempête la militante.

Des accusations vivement démenties par la maire (Libres !) Florence Portelli, qui souligne avoir mis en place un agenda 21, à la fin de l'été 2018, en coopération avec les citoyens. « Défi-Citoyen ne participe à aucune réunion ou ateliers et fait de la récupération politique depuis les élections européennes, regrette l'élue. La mairie n'a aucun contact avec eux, ils ne se sont jamais exprimés et ne viennent même pas aux réunions publiques. »